

2, rue du 24-Septembre
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 50 50
f +41 32 420 50 51
secc.sic@jura.ch

Delémont, le 6 juin 2013

Communiqué de presse

Modification de la Loi sanitaire relative aux nouveaux modèles de soins médicaux

Face à la menace de pénurie de médecins-généralistes, le Gouvernement propose des solutions novatrices pour répondre de manière adéquate aux besoins des patient-e-s. Ainsi, il souhaite que puissent être créés des cabinets de groupe interdisciplinaires avec une structure juridique propre, et qu'il soit également possible de pratiquer la médecine à titre dépendant (médecin engagé par un autre médecin). Ces innovations, qui impliquent de modifier la loi sanitaire, viennent d'être transmises au Parlement.

Concrètement, le Gouvernement propose de mettre en place de nouveaux modèles de soins dans le domaine de la médecine de famille. Il s'agit notamment de créer des cabinets de groupe avec une structure juridique propre et l'exercice de la médecine à titre dépendant. Les avantages qu'apporte ce type de structure sont réels et ont déjà été explorés dans d'autres régions sous l'appellation de « maisons de santé ». Réunis en cabinets de groupe, les médecins cumulent et échangent des expertises souvent complémentaires et peuvent ainsi déléguer des soins spécifiques à des professionnels de la santé, notamment à des infirmières adéquatement formées. Une collaboration avec les structures spécialisées telles que médecins spécialistes, hôpitaux et/ou cliniques est également assurée.

L'approche se veut donc résolument interprofessionnelle et interdisciplinaire avec polyvalence organisée et des réunions de groupe régulières présentant notamment la forme de « cercle de qualité ». La question de l'informatisation du dossier médical est également centrale dans ce type de modèle, car elle est une des manières de garantir à tous les professionnels concernés un accès rapide et complet aux informations dont ils ont besoin dans l'intérêt du/de la patient-e.

Dans le canton du Jura, on assiste comme dans les autres pays industrialisés à une féminisation de la profession et à une diminution du nombre de jeunes médecins qui s'engagent en médecine familiale. Ces éléments chiffrés permettent de prévoir avec une probabilité élevée que le nombre de médecins de famille sera insuffisant dans quelques années pour répondre à une demande croissante de patients chroniques de plus en plus nombreux et souffrant de problèmes de santé complexes.

A noter que le projet de modification de la Loi sanitaire comporte également quelques adaptations mineures qui concernent la mise en œuvre des dispositions de protection de la santé de la jeunesse dans le cadre de la surveillance des automates de vente de tabac et de solarium dont l'accès est désormais interdit aux moins de 18 ans. La protection contre le radon et le transfert du contrôle des viandes des communes au canton sont également abordés.